

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 30 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES\_Guéigny**

ZI de Villemenant  
58130 Guérigny

Références : 240048  
Code AIOT : 0005401788

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES, implanté ZI de Villemenant - 58130 Guérigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES
- ZI de Villemenant - 58130 Guérigny
- Code AIOT : 0005401788
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

AXEREAL exploite sur le territoire de la commune de Guérigny une installation de stockage de céréales ainsi qu'un stockage d'engrais. Le fonctionnement des installations est assuré par une équipe de 3 salariés sous la responsabilité d'un responsable de site.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2023 Silo

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Prévention de la pollution	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
6	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a montré une bonne maîtrise des risques liés à ses installations. Il est attendu de l'exploitant une solution pérenne quant à la mise en conformité de l'aire de dépotage de carburants.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Un plan de formation est réalisé par salarié et géré informatiquement par le service sécurité/environnement du groupe. Le fichier de suivi des formations répertorie pour chaque salarié les formations suivies, avec date de formation et échéancier de réalisation/remise à niveau. Pour exemple, la formation risque incendie/risque silo a une périodicité de 5 ans. En complément de ces formations, 1/4 d'heure sécurité est organisé toutes les semaines ou tous les 15 jours selon l'activité. Des Rencontres Sécurité Terrain (RST) sont organisées à raison de 10/an ; chaque salarié devant en bénéficier au moins d'une par année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté la consigne CE102 qui concerne la surveillance des silos et qui définit les différentes vérifications à effectuer en fonctionnement et avant/pendant/après travaux. L'intervention d'entreprises extérieures se fait après renseignement dans un cahier de l'identité de l'entreprise intervenante et établissement d'un plan de prévention. Lors d'intervention par point chaud, un permis de feu est délivré. En fin d'intervention, le contrôle des travaux est effectué par l'exploitant et une ronde 2 h après les travaux par point chaud est assurée. Le suivi des travaux par point chaud est tenu dans un cahier dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> L'intervention par point chaud par une entreprise extérieure fait systématiquement l'objet de l'établissement d'un permis de feu. L'entreprise intervenante est accueillie par l'exploitant et renseigne un cahier de présence. La surveillance du chantier pendant et après l'intervention est assurée par l'exploitant (avec notamment une ronde 2 h après l'intervention). Le suivi des permis de feu est tenu dans un cahier dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b> Le transport des grains jusqu'aux cellules de stockage est réalisé par un système de racloir entièrement caréné. À ce titre, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas d'émissions de poussières lors du transport des grains. Des poussières sont générées lorsque le grain tombe dans les cellules de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Qualification d'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il n'y a pas de transporteurs à bandes dans son installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques sont vérifiées annuellement. La dernière vérification a été effectuée en mai 2023. Une observation a été relevée, observation levée en août 2023.</p> <p>Le suivi et la traçabilité des vérifications annuelles des installations électriques et des mesures correctives sont réalisés informatiquement.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'exploitant devra veiller à ce que son fichier de suivi des installations électriques soit correctement mis à jour.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Prévention de la pollution

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCA AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales, sise rue Vauban sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY, est mise en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un délai de trois mois : les dispositions prévues aux articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté du 12 janvier 1989 susvisé, « en mettant en place une aire de dépotage dédiée au ravitaillement des engins ».</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant a réalisé une dalle béton étanche sur laquelle les véhicules de ravitaillement en carburant procèdent au dépotage. Cependant, cette dalle béton ne dispose pas d'un dispositif permettant la rétention d'éventuels épandages de carburants. L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'au préalable du dépotage de carburant est réalisée la mise en place de boudins absorbants autour du camion, et de l'obturation du point de rejet des eaux pluviales ruisselant sur la dalle étanche. Cette solution n'est pas viable dans le temps et ne réponds pas à la définition d'une aire de dépotage (aire étanche reliée à un dispositif de traitement des eaux de ruissellement). Considérant que l'exploitant a réalisé des travaux, mais que ceux-ci ne répondent pas aux exigences de la réglementation, l'arrêté de mise en demeure ne</p>

peut-être levé. L'exploitant devra apporter des éléments quant à la mise en conformité de cette aire de dépotage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois